La protection des paysages dans les Vosges (1923-1939)

Nicolas Lefort

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1546>

DOI : 10.4000/alsace.1546

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2006

Pagination : 283-317

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Nicolas Lefort, « La protection des paysages dans les Vosges (1923-1939) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 132 | 2006, mis en ligne le 30 novembre 2011, consulté le 28 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1546> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.1546>

Ce document a été généré automatiquement le 28 juin 2020.

Tous droits réservés

La protection des paysages dans les Vosges (1923-1939)

Nicolas Lefort

- 1 Les sites les plus pittoresques des Vosges, tels la vallée de la Wormsa, les lacs du Fischboedlé et du Schiessrothried ou les pentes du Hohneck,... sont progressivement envahis par « l'affreuse lèpre des constructions provisoires » qui abritent des touristes toujours plus nombreux. A partir de 1920, se multiplient les plaintes des défenseurs du paysage vosgien, qui réclament une protection renforcée des sites des Hautes-Vosges.
- 2 Or, en France, la loi Beauquier pour la protection des Sites et Monuments naturels de caractère artistique avait été votée en 1906. Dans l'Alsace allemande, le *Landesausschuss* avait fait passer la loi du 7 novembre 1910 pour la protection de l'aspect local et des sites patrimoniaux. Le champ des deux lois ne se recouvre pas entièrement et il faut attendre 1925 pour l'introduction de la loi française, qui permettrait de réglementer de façon plus fondée pour la protection des paysages naturels. Elle prévoit en particulier la création d'une commission des Sites et Monuments naturels du Haut-Rhin.
- 3 Sa mission est importante, car les beaux sites des Vosges sont de plus en plus menacés par l'intérêt grandissant qu'ils suscitent auprès des touristes et des entrepreneurs et sont en proie à un véritable « mitage ». La commission dispose de nombreux outils et développe une doctrine bien déterminée en matière de protection. Toutefois, ces mesures ont leurs limites et la commission connaît de nombreuses difficultés à les faire appliquer. Pour tenter d'harmoniser les constructions auxquelles elle ne peut s'opposer, elle organise un concours d'architecture vosgienne afin d'avoir des modèles de chalets à proposer aux nouveaux constructeurs.

La législation française sur les paysages

- 4 La France se dote le 21 avril 1906 d'une première loi pour la protection des Sites et Monuments naturels de caractère artistique¹. Le Pays d'Empire n'est pas en reste : une loi locale du 10 juillet 1906 réprime les abus de l'affichage. Et surtout, la loi locale du 7

novembre 1910 pour la protection de l'aspect local (*Ortsbild*) permet aux municipalités d'édicter des statuts locaux pour la protection du cachet de leur commune.

- 5 Toutefois, la grande loi alsacienne-lorraine de protection des paysages, pourtant réclamée, n'a pu être votée avant 1914².

L'introduction de la loi française pour la protection des Sites

- 6 Lorsque l'Alsace-Lorraine fait retour à la France en 1918-1919, la législation locale pour la protection des paysages y est donc en retard par rapport au reste du pays. Très vite, il est question d'y introduire la loi française de 1906. Le conseil consultatif d'Alsace et Lorraine, consulté à ce sujet, se montre favorable au projet de décret « rendant applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la loi du 21 avril 1906 organisant la protection des Sites et Monuments naturels de caractère artistique », qui peut être signé le 28 mars 1922.
- 7 Entre temps, les statuts locaux pris en application de la loi locale du 7 novembre 1910 pour la protection de l'aspect local ont été abrogés par la réglementation de fait. Les membres du conseil consultatif d'Alsace et Lorraine s'en émeuvent et demandent qu'elle soit expressément maintenue en vigueur. La loi du 29 juillet 1925, ratifiant le décret du 28 mars 1922 répond à ce vœu³.

La création d'une commission départementale des Sites et Monuments naturels de caractère artistique

- 8 La loi du 21 avril 1906 prévoit la constitution, dans chaque département, d'une « commission des Sites et Monuments naturels de caractère artistique », composée (article 1) : « du préfet, président ; de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées et de l'agent voyer en chef ; du chef de service des Eaux et Forêts », membres de droit en raison de leurs fonctions, mais également, « de deux conseillers généraux élus par leurs collègues et de cinq membres choisis par le conseil général parmi les notabilités des arts, des sciences et de la littérature ». Sont désignés à ces titres : Rieder, conseiller général à Kayserberg, et Wallart, conseiller général à Saint-Louis, et au titre des personnes qualifiées, Robert Kammerer, artiste peintre à Thann, Deiber, professeur au lycée Bartholdi à Colmar, Zundel, président du Club Alpin à Mulhouse, Th. Walter, maire de Rouffach et Camille Schlumberger, à Ribeauvillé. En outre, le préfet du Haut-Rhin nomme Jean-Jacques Waltz, dit Hansi, artiste peintre à Colmar, comme membre de la commission à titre consultatif. La commission ainsi constituée est officiellement instituée par arrêté préfectoral du 19 avril 1923⁴. Elle n'a guère le temps de fonctionner : un nouveau projet de loi réorganisant la protection des Sites est déposé à la chambre des députés à Paris.
- 9 La loi du 2 mai 1930 « réorganisant la protection des Monuments naturels et des Sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque », abroge et remplace la loi du 21 avril 1906 sur la protection des Sites et Monuments naturels de caractère artistique. Elle institue dans chaque département une commission des Monuments naturels et des Sites. Tant que cette commission n'est pas constituée, les Monuments naturels et les Sites du département ne sont plus protégés⁵. Or, le décret d'application pour l'Alsace-Lorraine n'est pris qu'en août 1931.

- 10 La nouvelle commission peut alors être constituée. Sa composition bien élargie est censée représenter, aux côtés des experts, tous les intérêts parties prenantes : ceux de l'économie, du tourisme, et des sports de montagne. Elle est présidée par le préfet. Le ministre des Beaux-Arts désigne le vice-président de la commission. Son choix se porte sur Léonard-Georges Werner, conservateur du musée historique, archiviste et bibliothécaire de la ville de Mulhouse. L'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à Colmar, le directeur des Domaines du Haut-Rhin et du Bas-Rhin à Strasbourg, le conservateur des Eaux et Forêts à Colmar, l'ingénieur en chef du Génie Rural à Colmar, l'archiviste départemental, les architectes départementaux, Muller et Kirchacker, et l'architecte des Monuments historiques à Strasbourg, Czarnowsky sont membres de droit de la commission. Le conseil général désigne ses représentants : Marcel Sturm, député et conseiller général à Altkirch, et Rieder, conseiller général à Kaysersberg. Les Chambres de Commerce désignent : A. Hartmann, président de la Chambre de Commerce de Colmar, A. Zundel, vice-président de la Chambre de Commerce de Mulhouse, et la Chambre d'Agriculture, Ostermann, maire d'Ostheim. Les industries aménageant l'énergie hydraulique ont un représentant : Marcel Clément, directeur général de l'Energie Electrique du Rhin. Les associations de tourisme et les syndicats d'initiative élisent F. Deiber, président du Club Vosgien, section de Colmar, Kuntz, président du Ski-Club des Hautes-Vosges à Colmar, Ch. Sengel, président du syndicat d'initiative de Colmar et Emile Tschaeché, président du syndicat d'initiative à Ribeauvillé. Parmi les représentants des sociétés littéraires, artistiques et scientifiques, on compte Jean-Jacques Waltz - Hansi, artiste-peintre à Colmar, Schule, architecte à Mulhouse et Toussaint, inspecteur des Forêts à Colmar. Enfin, le préfet nomme Robert Kammerer, artiste-peintre à Thann, et Krumholtz, proviseur du lycée Bartholdi à Colmar. Cette nouvelle commission est officiellement constituée par arrêté préfectoral du 8 août 1932⁶.
- 11 Les membres de la commission sont nommés pour quatre ans. Le renouvellement intervient le 15 avril 1937 et les changements sont minimes. Parmi les délégués des associations de tourisme et des syndicats d'initiative, Félix Spitz remplace F. Deiber, en qualité de nouveau président du Club Vosgien, section de Colmar, et Emig, président du Club Vosgien, section de Munster, remplace Sengel. Schule, décédé, est remplacé par E. Issler, ancien professeur et botaniste à Colmar, et l'abbé A. Glory, professeur à Zillisheim, président de la Société Spéléologique d'Alsace y fait son entrée. Enfin, le préfet nomme Georgin, proviseur du lycée Bartholdi, en remplacement de Krumholtz, décédé⁷.
- 12 La section permanente, prévue par les textes d'application, est présidée par le représentant du ministre des Beaux-Arts, L-G. Werner, et composée de sept autres membres élus par la commission lors de sa séance inaugurale du 8 novembre 1932. Il s'agit de Robert Kammerer, Zundel, Kuntz, Marcel Clément, Toussaint, Jean-Jacques Waltz - Hansi et Schule⁸. En 1937, Czarnowsky, Georgin et Issler remplacent Marcel Clément et Schule⁹.
- 13 La commission et sa section permanente désormais constituées peuvent enfin commencer leurs travaux.

Des paysages de plus en plus mités

- 14 Dès le retour de la paix, après nettoyage des vestiges de guerre et délimitation des périmètres dangereux et interdits, on assiste dans les Hautes-Vosges au retour des randonneurs, des campeurs de plus en plus permanents et d'aubergistes prêts à servir à boire et à manger. Les paysages vosgiens sont également de plus en plus menacés par l'industrialisation avec la construction de barrages hydroélectriques ou tout simplement les besoins de l'exploitation forestière.

La multiplication des constructions touristiques

- 15 Dans l'entre-deux-guerres, on relève une « densification du réseau de chalets-refuges » en particulier suite à la loi de 1936 sur les congés payés¹⁰.
- 16 La commission des Monuments naturels et des Sites s'inquiète très rapidement de :
« la multitude de constructions qui s'érigent un peu partout dans les Vosges servant de refuge aux touristes. Le choix de ces maisonnettes n'a pas toujours été très heureux, ce ne sont généralement que des cabanes inesthétiques. Bien souvent le regard de l'amateur est choqué, quand au tournant d'un sentier, il lui apparaît planté dans un site charmant, une construction sordide enlevant au paysage tout son charme ».
- 17 La crainte de la commission est de voir se constituer des « villages-nègres (sic) » et d'assister au « mitage » des coins les plus pittoresques des Vosges.
- 18 Les sites encore préservés sont d'ailleurs très convoités, surtout lorsque leur accès est facilité par la construction d'une route.
- 19 L'inspecteur des Eaux et Forêts Toussaint signale, par exemple, qu'un massif forestier très riche domine le lac du Fischboedlé, mais que faute d'une route carrossable, cette richesse ne pouvait être exploitée. Les trois communes de Metzeral, Muhlbach et Sondernach ont donc fait construire une route afin de permettre une exploitation rationnelle de ces forêts et, par voie de conséquence, l'accès du Fischboedlé aux voitures. Immédiatement, des demandes ont été présentées en vue de construire des auberges sur une plate-forme située à proximité du lac du Fischboedlé, au terminus de cette nouvelle route forestière¹¹.
- 20 En revanche, d'autres sites sont déjà gangrenés par de telles constructions.
- 21 Labaroche « se développe de plus en plus en station climatique et de tourisme. De nombreux chalets et villas y ont été érigés (...). Si quelques-unes sont fort belles, d'autres ne font preuve d'aucun souci esthétique¹² ».
- 22 Aux alentours du lac du Schiessrothried, les demandes d'autorisation de construction se multiplient à tel point que la section permanente de la commission décide de se rendre sur place afin de pouvoir statuer¹³. Les constructions incriminées sont de trois types.
- 23 En premier lieu, il s'agit de « petites constructions d'une ou deux pièces servant de refuge à quelques touristes des villes qui viennent y passer les dimanches et fins de semaine » ou y résident pendant l'hiver et/ou l'été. Dans la plupart des cas, « ces maisonnettes construites sans aucun souci esthétique proviennent d'anciennes baraques des cantonnements de l'armée pendant la guerre ».

- 24 Ensuite, on trouve des refuges collectifs pour associations sportives, tels ceux des « Vosges-Trotters » et de la « Société de Natation » de Strasbourg, ou pour colonies de vacances, telle « La Vogesia » ou encore la « Société des Samaritains des ouvriers de Colmar » au lac du Schiessrothried. Ces constructions ont souvent un aspect déplorable ; « les refuges existants ont été tous érigés sans qu'il ait été tenu compte de l'aspect du site¹⁴ ». Les membres de la section permanente ironisent au sujet de la demande de la « Société des Amis des Vosges » de Wittelsheim-Graffenwald qui souhaite construire un chalet-refuge au Markstein et se disent « étonnés qu'une Société qui se dénomme « Amis des Vosges » puisse envisager la construction d'un chalet qui enlaidirait à tel point tout le paysage¹⁵ » !
- 25 Enfin, on compte également des auberges, des hôtels-restaurants ou de simples débits de boissons comme celui édifié au col de Bramont dont « le plan ne convient nullement¹⁶ ».

Les tentatives d'accaparement de points de vue ou panoramas

- 26 La commission doit aussi lutter contre les tentatives d'accaparement de sites de points de vue ou panoramas par des particuliers. L'un d'entre eux souhaite acheter le terrain forestier de la forêt communale de Labaroche situé au sommet du Grand Hohnack afin d'y construire un hôtel.
- 27 Le Grand Hohnack est alors très connu des touristes pour son panorama. Or, la construction d'un hôtel interdirait complètement l'accès du sommet aux promeneurs et monopoliserait le panorama au profit de l'hôtelier.
- 28 D'autre part, une telle construction modifierait l'aspect du Grand Hohnack et, comme celui-ci est visible de 30 km à la ronde, la commission craint que l'exécution d'un tel projet ne soulève de nombreuses critiques.
- 29 Par conséquent, la commission s'oppose fermement à sa réalisation et demande le classement du Grand Hohnack au titre des Monuments naturels et des Sites¹⁷.
- 30 Par la suite, le Club Vosgien de Labaroche demande l'autorisation de construire une tour panoramique en bois de huit mètres de haut au sommet du Grand Hohnack, désormais classé. Le conseil municipal de Labaroche, l'autorité militaire et le service forestier sont favorables au projet, mais Werner estime que « la construction envisagée ne répond à aucune nécessité » et la commission rejette cette nouvelle demande¹⁸.

L'exploitation de carrières à ciel ouvert

- 31 L'exploitation de carrières à ciel ouvert porte de graves atteintes aux paysages.
- 32 Le conservateur des Eaux et Forêts Steiner s'inquiète de ce qu'un entrepreneur ait demandé l'autorisation d'extraire des blocs de granit dans un site de la très pittoresque vallée de la Wormsa près de Metzeral, car l'existence d'une telle carrière serait d'« un effet désastreux au milieu d'un peuplement de résineux de belle venue ». Par ailleurs, l'entrepreneur en question n'envisage qu'un gain rapide et une installation temporaire qui ne rapporterait qu'un avantage minimum et très aléatoire à la commune¹⁹.
- 33 Toutefois, l'avertissement de Steiner n'a pas été suffisant puisque, par la suite, des entrepreneurs continuent d'extraire des blocs de granit « au grand détriment du site ».

L'exploitation de l'hydroélectricité

- 34 Poursuivant les aménagements entrepris à la fin de la période du *Reichsland*, l'on songe à augmenter les lacs et retenues d'eau alors créés, agrandir et moderniser les équipements de celles qui existent. Voilà qui bouleverserait encore les paysages existants.
- 35 En 1933, la Société Hydroélectrique des Vosges, demande la concession des forces hydrauliques pour l'aménagement de la chute du ruisseau du lac Blanc et l'installation d'accumulation hydraulique aux lacs Blanc et Noir sur le territoire de la commune d'Orbey.
- 36 Werner, président de la commission permanente y est défavorable. Il souligne que « la région des lacs est un des plus beaux sites des Vosges mais les travaux gigantesques qui ont été entrepris déparent pour le moment tout le paysage et le dépareront sans doute pour toujours ». Par ailleurs, il « regrette que le souci des intérêts économiques ait mis au dernier plan les intérêts touristiques ».
- 37 Pourtant, la question a déjà été soumise à la commission des Sites, et celle-ci avait donné délégation à une sous-commission pour examiner sur place comment le paysage pouvait être préservé au mieux. C'est d'ailleurs sur les indications de cette sous-commission que les nouveaux bâtiments d'exploitation du Lac Blanc et Noir ont été conçus.
- 38 Placée devant cet avis favorable de sa sous-commission d'enquête, la commission ne peut que faire confiance à la Société Hydroélectrique des Vosges, afin que le site des lacs soit préservé autant que possible²⁰.

Les dépotoirs sauvages

- 39 Catherine Bertho-Lavenir souligne bien qu'il existe un « fossé culturel profond » entre les ruraux, qui considèrent leur espace comme un lieu de travail et laissent leur fumier à la vue de tous, et les touristes, qui se préoccupent au contraire de l'esthétisme et de l'hygiène des lieux²¹. Pourtant, il faut bien reconnaître que les activités touristiques génèrent leurs propres fumiers, avec les déchets qu'elles laissent derrière elles.
- 40 L'inspecteur principal des Eaux et Forêts à Colmar Toussaint constate lors de ses tournées que « la forêt sert de dépotoir aux hôtels, sanatoriums, chalets de sociétés ou privés, colonies de vacances etc. et ces installations d'ordures en plein air nuisent, non seulement à l'hygiène, mais encore à l'esthétique du site²² ».
- 41 Un particulier se plaint également « qu'un restaurateur habitant en face de son chalet déposait des débris de toutes sortes, boîtes de conserves, et à dix mètres un tas de fumier²³ ».

Les abus de l'affichage

- 42 L'entre-deux-guerres est une période de développement de l'affichage publicitaire. Le député Rossé s'en plaint régulièrement devant le conseil général du Haut-Rhin²⁴. Les Vosges n'échappent pas à ce phénomène. Toutefois, la commission départementale des Monuments naturels et des Sites est rarement saisie de questions concernant l'affichage dans les Vosges.

- 43 Seule la propriétaire d'un hôtel à Labaroche demande l'autorisation de placer deux panneaux-réclame en bordure de route dans la forêt communale de Labaroche. Le conseil municipal de Labaroche et le service forestier s'étant déjà déclarés d'accord avec les emplacements choisis, la commission émet un avis favorable à leur installation²⁵.

Assurer la protection des paysages

- 44 Les autorités se dotent de moyens de plus en plus nombreux pour tenter d'endiguer ces atteintes à la qualité des paysages.

Les moyens légaux

- 45 La loi locale du 7 novembre 1910 « sur la protection de l'aspect local », expressément maintenue en vigueur par la loi du 29 juillet 1925, permet aux municipalités de prendre des statuts locaux en vue de protéger le « cachet » de leurs communes. La commission départementale des Monuments naturels et des Sites encourage les municipalités à se doter d'un tel statut et est amenée à se prononcer sur les projets de statuts locaux.
- 46 Ainsi, le propriétaire d'un chalet aux Trois-Epis se plaint qu'
« une nouvelle construction enlèvera la possibilité de contempler le panorama qui se déroule au devant du chalet, diminuant à la fois l'agrément d'un séjour estival et la valeur locative de l'immeuble. Au surplus la nouvelle construction aurait un aspect ne cadrant pas avec le site ».
- 47 Mais le maire de Turckheim réfute cette dernière affirmation, et « aucun règlement ne permet pour le moment une intervention administrative ».
- 48 La commission regrette cette lacune « car dans cette villégiature estivale de premier ordre des constructions ont été élevées au petit bonheur sans harmonie ou souci de l'ensemble et très souvent seulement dans un but purement spéculatif ou de lucre ». Par conséquent, la commission demande aux trois communes de Turckheim, Niedermorschwihr et Ammerschwihr de s'entendre pour l'adoption d'un plan général d'alignement et d'un statut local en vue de la protection de l'aspect du site car « cette mesure est seule jugée efficace afin de préserver ce beau site et de lui conserver le beau panorama ».
- 49 Robert Kammerer et Kuntz ont eux aussi constaté la multiplication des constructions touristiques de mauvais goût dans la région de Labaroche ; la commission demande à l'administration de « rechercher le moyen de préserver efficacement cette belle région si pittoresque des Vosges des atteintes que la cupidité ou l'inconscience de certains propriétaires pourraient lui porter²⁶ ».
- 50 Par la suite, le sous-préfet de l'arrondissement de Ribeauvillé propose un modèle de statut local au maire de Labaroche :
- 51 « Art. 1. – A partir de la publication du présent arrêté, aucune construction de quelque nature qu'elle soit, ne pourra être édifiée sur le territoire de la commune de Labaroche sans autorisation préalable et écrite du Maire.
- 52 La demande d'autorisation devra être accompagnée de plans détaillés de la construction projetée et indiquer la destination à laquelle elle sera affectée.

- 53 Art. 2. – Les dispositions de l'article 1 s'appliqueront également à tous travaux de transformation ayant pour objet de modifier l'affectation d'un bâtiment existant.
- 54 Art. 3. – Les demandes d'autorisation présentées conformément aux dispositions du présent arrêté seront soumises à l'avis d'une commission spéciale constituée à cet effet et comprenant :
- le maire, président de droit ;
 - trois conseillers municipaux désignés par l'assemblée ;
 - un architecte ou un entrepreneur de construction désigné par le maire.
- 55 Le Maire pourra en outre, s'il le juge nécessaire, appeler à siéger au sein de la commission, des personnes qui, en raison de leur profession ou de leur formation, lui paraîtront susceptibles de faciliter la tâche de cet organisme (médecins, membres de la commission départementale des Sites et Monuments naturels, etc.).
- 56 ...
- 57 Art. 5. – Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies conformément aux lois ».
- 58 Le projet suscite des réactions : Jean-Jacques Waltz demande que le plan d'ensemble soumis à la commission locale soit accompagné d'une élévation de chaque façade, et Werner estime que l'article 3 doit être modifié afin que l'architecte ou l'entrepreneur membre de la commission locale soit « non intéressé à la dite construction »²⁷. Le projet ainsi modifié est adopté le 22 septembre 1937²⁸.
- 59 La loi française du 21 avril 1906 pour la protection des Sites et Monuments naturels de caractère artistique a confié aux commissions départementales des Sites et Monuments naturels le soin de dresser « une liste des propriétés foncières dont la conservation peut avoir, au point de vue artistique ou pittoresque, un intérêt général » (article 2). Si les propriétaires des immeubles désignés s'engagent :
- « de ne détruire ni modifier l'état des lieux ou leur aspect, sauf autorisation spéciale de la commission et approbation du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts... la propriété sera classée par arrêté du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts » (article 3)²⁹.
- 60 A ce titre, chaque membre de la commission départementale des Sites et Monuments naturels du Haut-Rhin fait de nombreuses propositions de classements d'arbres remarquables et de rochers.
- 61 Schlumberger signale « combien les paysages faits de petits détails sont charmants » dans le massif montagneux qui domine Ribeauvillé, et aurait souhaité « faire classer toute la région » ! Mais il se contente de demander le classement de l'allée boisée qui conduit aux chapelles de Dusenbach et le rocher « Hirzensprung » près de Sainte-Marie-aux-Mines.
- 62 De son côté, Robert Kammerer propose notamment le classement du rocher d'« Ostein », qui domine l'entrée de la vallée de Saint-Amarin, et du rocher « Vogelstein » au Rossberg, mais aussi le classement des lacs de Sewen, d'Alfeld, de Neuweiher et du lac des Perches, ainsi que du rocher qui surplombe ce dernier. Steiner demande le classement de la vallée de la Wormsa afin d'y empêcher, comme on l'a vu, l'implantation d'une carrière³⁰.
- 63 Cependant, nonobstant les demandes répétées des membres de la commission, seuls deux tilleuls plusieurs fois centenaires, situés à Hohrod et à Munster, sont finalement

classés en vertu de la loi du 21 avril 1906 dans le Haut-Rhin³¹, mais aucun site dans le massif vosgien...

- 64 La loi du 2 mai 1930 « réorganisant la protection des Monuments naturels et des Sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque » permet aux commissions départementales des Monuments naturels et des Sites, d'établir (article 4) :
- « une liste des Monuments naturels et des Sites, dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.
L'inscription sur cette liste est prononcée par arrêté du ministre des Beaux-Arts... Elle entraîne pour (les) propriétaires, l'obligation de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions, sans avoir avisé, deux mois à l'avance, l'administration préfectorale de leur intention ».
- 65 Les commissions départementales des Monuments naturels et des Sites peuvent en outre demander le classement de Monuments naturels et de Sites (article 5). En cas de consentement des propriétaires, les classements sont prononcés par arrêté du ministre des Beaux-Arts. À défaut du consentement des propriétaires, le classement est prononcé, après avis de la commission supérieure des Monuments naturels et des Sites, par un décret pris en Conseil d'Etat (articles 6 à 8).
- 66 Dès que l'intention de classement d'un Monument naturel ou d'un Site est notifiée à ses propriétaires, ces derniers sont tenus :
- « de n'apporter aucune modification à l'état des lieux ou à leur aspect pendant un délai de six mois, sauf autorisation spéciale du ministre des Beaux-Arts et sous réserve de l'exploitation courante des fonds ruraux et de l'entretien normal des constructions » (article 9).
- 67 Le classement entraîne pour les propriétaires l'obligation de ne « détruire ni modifier l'état des lieux ou leur aspect, sauf autorisation spéciale donnée par le ministre des Beaux-Arts, après avis des commissions départementales et supérieure » (article 12).
- 68 La commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin reconduit ses propositions de classement, qui n'avaient pas abouti sous le régime de l'ancienne loi.
- 69 Ainsi, la commission réitère la demande d'inscription sur la liste des Monuments et des Sites du lac de Sewen et de ses environs. En effet, le lac de Sewen est réputé pour être le seul lac de vallon en Alsace. Il trouve sa place au fond de la vallée de Masevaux, dans un décor alpestre et sauvage d'une grande beauté. La flore et la faune du lac sont en outre d'une grande richesse. Or, la région attire chaque année des milliers de touristes et « il est à craindre que ses abords soient un jour peuplés par des baraques et des masures qui détérioreront à tout jamais le paysage³² ».
- 70 Par contre, la commission abandonne la demande de classement émise par l'ancienne commission au sujet du rocher du « Vogelstein » sur le Rossberg³³.
- 71 Afin d'empêcher la multiplication des constructions touristiques qui déparent les paysages, la commission propose d'inscrire et de classer de nouveaux sites, comme les pentes sud du Hohnack, le lac de Schiessrothried et le lac du Fischboedlé³⁴, le vallon du Frankenthal et les pentes rocheuses de la Martinswand³⁵, ainsi que le vallon supérieur d'Urbès³⁶.

- 72 Lorsque la guerre éclate en 1939, et malgré ses nombreuses propositions, la commission n'a obtenu que l'inscription effective de la vallée de la Wormsa, et le classement du massif du Hohnack à Labaroche³⁷.
- 73 Les statuts locaux pris en application conjointe des lois locales du 10 juillet 1906 relative à l'affichage et du 7 novembre 1910 pour la protection de l'aspect local peuvent contenir une réglementation encadrant l'affichage.
- 74 Par ailleurs, la loi française du 20 avril 1910 interdit l'affichage sur les Monuments historiques, dans les Sites et sur les Monuments naturels de caractère artistique, et permet aux préfets de prendre des arrêtés établissant autour de ces Monuments et Sites des périmètres de protection à l'intérieur desquels l'apposition d'affiches est interdite.
- 75 Enfin, le décret-loi du 30 octobre 1935 et le décret du 8 octobre 1936 relatifs à la protection des Monuments historiques et des paysages contre les abus de l'affichage viennent renforcer ces mesures³⁸, que peut prendre le préfet sur la proposition de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites.
- 76 En outre,
 « deux représentants des entreprises de publicité sont désormais adjoints à la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites lorsque celle-ci est appelée à proposer au préfet d'interdire ou de réglementer l'affichage » (décret du 8 octobre 1936, article 1). Dans le Haut-Rhin, il s'agit de Hoepfner et Schulher de Strasbourg.
- 77 La section permanente suggère de prendre de nouveaux arrêtés de protection : sur ses propositions, l'arrêté préfectoral du 10 mars 1938 interdit l'affichage dans l'ensemble de la vallée de la Wormsa, ainsi que dans un périmètre de 50 mètres autour des lacs de Sewen et d'Alfeld³⁹.
- 78 Enfin, de nombreux sites dépendent de l'administration des Eaux et Forêts. Or, le service des Eaux et Forêts peut s'opposer aux demandes de concessions de terrains en vue de constructions « à distance prohibée » de la forêt, c'est-à-dire à moins d'un kilomètre de la lisière d'une forêt soumise au régime forestier. Le service forestier considère pourtant la plupart du temps que ces installations à distance prohibée ne présentent « aucun inconvénient au point de vue forestier⁴⁰ ».

L'adoption de principes concernant les constructions touristiques

- 79 Avec le temps, la commission des Monuments naturels et des Sites se dote de principes directeurs au sujet des constructions touristiques dans les sites sensibles.
- 80 Devant la multiplication des constructions dans les Vosges, la commission demande à l'administration d'intervenir.
- 81 La première mesure prise est de refuser désormais toute concession de terrain si le pétitionnaire ne soumet pas préalablement à l'administration des Eaux et Forêts ou du Génie Rural les plans de la construction qu'il a l'intention d'ériger⁴¹. Par ailleurs, la commission demande à l'administration des Eaux et Forêts de : « ne plus accorder des concessions de terrain devant servir à la construction de ces maisonnettes et de refuser les renouvellements de concessions venues à expiration⁴² ».
- 82 Par la suite, Jean-Jacques Waltz - Hansi se prononce pour l'interdiction de principe de toute autorisation de constructions provisoires. Mais la commission ne le suit pas :

- « à l'avenir aucune demande de construction provisoire, faite par un particulier, ne devra plus être autorisée. En ce qui concerne les constructions provisoires projetées par des sociétés, la décision sera prise pour chaque cas individuellement ⁴³ ».
- 83 Le préfet du Haut-Rhin renforce le pouvoir de la commission et décide qu'« aucune cession ou location de terrain ne (sera) décidée avant que la section permanente n'ait donné son avis ⁴⁴ ».
- 84 Lorsque la commission accepte un projet de construction, c'est souvent sous réserve que le pétitionnaire le modifie légèrement afin de mieux l'intégrer au paysage.
- 85 Elle prend d'abord en compte le plan et l'aspect général de la construction projetée. Elle veille également à ce que certains matériaux, comme la tôle ondulée ou l'éternit, ne soient pas employés, que les « couleurs criardes » soient évitées. On la voit exiger que « la couleur verte des volets soit atténuée », « que les volets soient peints en vert très sombre » ou demander des correctifs dans l'aspect extérieur : ainsi, elle réclame « que dans le pignon de la maison soit aménagée une lucarne à la place de l'ouverture ronde », « que le toit soit recouvert de tuiles patinées⁴⁵ » ...
- 86 Mais, alors qu'au départ la commission avait décidé de procéder au cas par cas, elle finit par se rallier à une position de principe. Sur la proposition de Jean-Jacques Waltz - Hansi, elle décide de « ne plus tolérer les constructions de quelques genres qu'elles soient lorsque celles-ci doivent être conçues en bois, carton-pâte ou en tôle⁴⁶ ».
- 87 La prolifération des dépotoirs sauvages en forêt est dénoncée par l'inspecteur Toussaint. Il rappelle que le code pénal forestier allemand du 28 avril 1880, comprenait un article qui punissait d'une amende d'un montant pouvant aller jusqu'à 50 marks ou de la détention simple jusqu'à quatorze jours, « quiconque, sans qualité, déposait dans une forêt des pierres, tessons, décombres ou immondices, ou y enfouissait, déposait ou abandonnait des cadavres d'animaux ». Ce code a été abrogé par l'introduction du code pénal forestier français qui ne renferme aucune disposition analogue. Les gardes forestiers se trouvent donc désarmés et la seule sanction possible ne peut résulter que d'une action judiciaire civile intentée par le propriétaire de la forêt. Or, ces derniers hésitent à engager des procès qui risquent de leur causer des frais élevés.
- 88 Toussaint propose à la commission d'émettre le vœu qu'un arrêté préfectoral interdise, « sous peine d'amende de 10 à 50 francs, le dépôt, dans toute forêt soumise au régime forestier, de pierres, tessons, détritiques ou ordures de toute nature, ainsi que l'abandon et l'enfouissement, sans autorisation, de cadavres d'animaux. Le même arrêté devrait prescrire que les dépôts ou dépotoirs existant actuellement seraient supprimés dans un délai à fixer, et aux frais des responsables ou des propriétaires forestiers »
- 89 comme le prescrit un arrêté analogue du préfet de Moselle, cité en exemple⁴⁷. L'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1937 interdit donc les dépôts d'ordures dans les forêts du Haut-Rhin.
- 90 La propreté et l'hygiène des constructions suscitent également l'attention de la commission.
- 91 Il s'agit là aussi d'éviter les dépôts d'ordures ménagères et le déversement des eaux grasses. Ainsi, la colonie de vacances « La Vogesia » au Schiessrothried n'est pas dotée de cabinets d'aisance et « jusqu'à présent la société avait pourvu à son absence par l'installation de feuillées en plein air, à peine masquées à la vue des touristes⁴⁸ ». Là encore, la commission finit par prendre sur ce point une décision de principe :

« Aucune autorisation ne sera accordée à l'avenir pour obtenir une concession de terrain ou le renouvellement de cette concession si le chalet qui y est édifié ne comprend pas une fosse d'aisance avec filtre septique où seront également déversées les eaux grasses et les ordures ménagères⁴⁹ ».

- 92 Les pétitionnaires sollicitent le plus souvent des concessions de terrain emphytéotiques (99 ans) alors que la commission exige qu'elles n'excèdent pas 9 ou 18 ans.
- 93 Les pétitionnaires soutiennent qu'ils veulent rentabiliser leur investissement et se prémunir d'une mise en demeure de démonter leur construction du jour au lendemain. Par exemple, un particulier « voudrait s'assurer une location du terrain pour une plus longue durée avant de procéder à des travaux d'aménagement » dans son chalet-refuge au Frankenthal⁵⁰.
- 94 De même, un pétitionnaire qui souhaite construire un chalet au lieu-dit *Gärtlesrain* sur le territoire de la commune de Soultzeren réclame :
- « D'après la formule du bail à conclure, qui m'a été remise..., les concessions de ce genre ne sont accordées que pour une durée de neuf ans. Considérant que j'ai l'intention de faire élever les murs de la construction projetée, en maçonnerie durable, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, si possible, m'accorder une concession d'une longue durée, soit trente ans, ou bien m'autoriser à acquérir la parcelle de terrain en question, ou bien insérer une clause qui permettrait la tacite reconduction du bail aussi longtemps que j'observerais scrupuleusement les clauses du contrat ».
- 95 L'examen des demandes de renouvellement de concessions constitue pour la commission une occasion de faire transformer ou de faire démonter les constructions qui la choquent. Au lac du Schiessrothried, cinq concessions arrivent à expiration le 30 juin 1938. La commission examine le genre et l'aspect général des constructions, les matériaux et les couleurs employés, l'état d'entretien des bâtiments. Enfin, elle tient compte de la visibilité de l'édifice. Elle décide ainsi de renouveler trois concessions et d'en rejeter deux autres⁵¹. Dans l'examen des renouvellements, la commission prend donc ses décisions au cas par cas.

La collaboration avec les services de l'administration départementale

- 96 L'avis des services départementaux, émis lors des séances de la commission, a une grande importance.
- 97 La commission peut ainsi renoncer au classement de sites « qui paraissent suffisamment protégés par la sollicitude éclairée des différents services administratifs ». De cette façon, la commission abandonne le classement des environs des trois châteaux de Ribeauvillé et des lacs de Sewen, d'Alfeld, de Neuweiher et du lac des Perches⁵².
- 98 Premier concerné, « le conservateur des Forêts, membre de la commission est (son) meilleur garant pour la sauvegarde de la beauté et du cachet de(s) sites forestiers ».
- 99 Car le service des Eaux et Forêts est notamment chargé de l'instruction des demandes de concession de terrains soumis au régime forestier.
- 100 Des instructions sont données aux gardes forestiers afin qu'ils interviennent immédiatement lorsque des constructions sont élevées sans autorisation⁵³.

- 101 Par ailleurs, le service des Eaux et Forêts tient un « relevé des arbres remarquables situés dans le département⁵⁴ ».
- 102 Les arbres ou groupes d'arbres inscrits sur cette liste ne peuvent être abattus qu'avec une autorisation spéciale du directeur général des Eaux et Forêts et « ne courent donc plus aucun risque de déprédation⁵⁵ ».
- 103 Le service des Eaux et Forêts donne également son avis sur les demandes de classement et de déclassement d'arbres au titre des Monuments naturels et des Sites. L'inspecteur des Eaux et Forêt s'oppose aux éventuelles demandes de déclassement, lorsque celles-ci ne sont pas justifiées par la mauvaise santé de l'arbre, mais par les intérêts particuliers du propriétaire.
- 104 En revanche, le service des Eaux et Forêts peut être amené à abattre des arbres afin de dégager la vue de sites.
- 105 Ainsi, Zundel et Jean-Jacques Waltz - Hansi demandent le dégagement du Koenigstuhl et du château du Hohlandsbourg⁵⁶.
- 106 Enfin, le service des Eaux et Forêts est chargé de la protection de la flore.
- 107 Issler, botaniste et membre de la section permanente attire l'attention de la commission sur les ifs qui se trouvent dans la vallée de la Wormsa, « plantes rares, d'autant plus précieuses qu'ils sont d'origine spontanée ». La section permanente demande alors à l'administration forestière de protéger tout spécialement ces arbres⁵⁷.
- 108 D'autre part, les services des Ponts et Chaussées tout comme ceux des Postes, Télécommunications et Télégraphes (PTT) figurent tout naturellement parmi les interlocuteurs de la commission.
- 109 Le Syndicat d'Initiative de Colmar et des Hautes-Vosges attire l'attention de la section permanente sur l'enlaidissement du site du tunnel de la Schlucht dû à un panneau de signalisation routière des Ponts et Chaussées et à un poteau télégraphique placé par l'administration des PTT. Comme le site du tunnel n'est pas classé, la section permanente se propose « d'intervenir auprès de ces deux administrations en vue de trouver une solution satisfaisante⁵⁸ ».
- 110 L'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées reconnaît que le panneau incriminé est d'assez grandes dimensions » et qu'il est « fixé sur le rocher même du tunnel ». Il propose donc de fabriquer un panneau plus petit et de « le poser sur poteau, sur l'accotement de la route, à une vingtaine de mètres en amont », ce qui satisfait la commission.
- 111 Par contre, le directeur des Postes et Télégraphes du Haut-Rhin répond qu'« il ne lui est pas possible, à son vif regret, de faire déplacer le poteau incriminé sans engagement de dépenses hors de proportion avec le but à atteindre ». En raison de la nature du terrain, la suppression du poteau en question obligerait à enterrer la ligne. A cet endroit, la dépense serait trop importante et « non justifiable vis-à-vis de son administration ». La commission ne peut alors que prendre acte de cette déclaration⁵⁹.
- 112 Ultérieurement, une circulaire ministérielle du 15 avril 1937 jette les bases de la collaboration du service des Ponts et Chaussées et de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites « quand il s'agit de procéder à des travaux tels que construction de ponts, de routes etc. ou d'élaguer des arbres » et l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées s'engage à « tenir la main en vue de la stricte application de ces directives⁶⁰ ».

La collaboration avec les municipalités intéressées

- 113 Les municipalités sont également concernées : elles ont pour la plupart d'entre elles conscience de l'intérêt qu'il y a à préserver les sites. Par exemple, le conseil municipal de Metzeral s'oppose formellement à l'établissement d'une carrière de granit dans la vallée de la Wormsa⁶¹.
- 114 De son côté, la commune de Fellingering rejette la demande de location d'un terrain au Treh en vue de la construction d'un refuge, car « la multiplication des refuges entraîne fatalement une dépréciation notable du pâturage du Treh et par la même une baisse proportionnelle de la valeur locative de ces domaines⁶² ».

La lutte pour la protection des paysages

- 115 La commission a souvent bien du mal à imposer ses vues.

Une commission aux pouvoirs limités

- 116 Par rapport à celle de 1906, la loi du 2 mai 1930 a pourtant accru les pouvoirs de la commission. Mais dès la séance inaugurale du 8 novembre 1932, le préfet du Haut-Rhin avertit ses membres « contre une extension de son activité aboutissant à des classements qui pourraient susciter de légitimes protestations » et « il leur demande d'agir avec discernement ».
- 117 C'est ainsi que la commission ne peut s'opposer aux demandes de construction sur les terrains non classés. Par exemple, la section permanente est saisie de deux demandes de construction de maisons-refuges sur des terrains non classés sur le territoire des communes de Munster et Muhlbach. La commission ne peut alors que constater son impuissance : « elle ne saurait légalement, sans excéder ses attributions, s'opposer à leur construction⁶³ ».
- 118 On lui rappelle aussi qu'elle n'émet que des avis.
- 119 Ainsi, lorsque la section permanente émet un avis défavorable au renouvellement de la concession d'une baraque au lac de Schiessrothried, le propriétaire émet une réclamation contre cette décision. Or, « l'avis de la section permanente de la commission départementale des Sites n'a qu'une valeur consultative et ne peut être opposé au concessionnaire comme un refus de sa demande⁶⁴ ».
- 120 Enfin, sur les terrains classés et inscrits, elle ne peut porter atteinte aux droits acquis, ni exiger « la disparition ou la modification des choses existantes⁶⁵ ».

Des réunions trop peu fréquentes

- 121 Les réunions de la commission sont jugées « trop espacées pour faire de la bonne besogne⁶⁶ ». De la commission des Sites et Monuments naturels instituée en 1923, on ne trouve la trace de deux réunions seulement⁶⁷. La commission de la loi du 2 mai 1930 doit se réunir au moins deux fois par an. Lors de la séance inaugurale du 8 novembre 1932, la commission décide donc de fixer la date de ses réunions bi-annuelles au début

des mois de mai et novembre, mais ce calendrier n'est pas respecté. La commission plénière ne se réunit pas de 1933 à 1936 ni en 1939.

- 122 La section permanente doit se réunir au moins tous les trois mois. Ses réunions sont plus régulières que celles de la commission plénière, mais le calendrier n'est pas toujours respecté. En 1934, ni la commission plénière, ni la section permanente ne se réunissent ! C'est pourtant bien la section permanente qui assure la réalité de la protection des paysages dans le département.
- 123 En 1936, le renouvellement du mandat des deux conseillers généraux membres de la commission donne à Sturmél l'occasion de soulever ce problème devant le conseil général et de demander que la régularité des réunions soit contrôlée, tandis que Rossé incrimine le président de la commission, c'est-à-dire le préfet du Haut-Rhin...⁶⁸
- 124 Car les conséquences de ces délais sont évidentes : le service forestier qui instruit les demandes de concessions doit souvent attendre plusieurs mois avant de pouvoir les soumettre à l'approbation de la commission. Les propriétaires impatients commencent alors à édifier leur construction sans l'autorisation réglementaire !

La lourde procédure de classement et d'inscription des sites

- 125 Lors de l'établissement du dossier à l'appui d'une demande de classement d'un site, l'avis de l'ensemble des propriétaires doit être sollicité. Cette opération est longue et difficile. Et de nombreux propriétaires se montrent fermement opposés aux propositions de classement.
- 126 En 1933, la commission renouvelle la demande, déjà exprimée en 1927⁶⁹, du classement de la vallée de la Wormsa⁷⁰.
- 127 L'administration préfectorale fait alors procéder à la consultation réglementaire. Or, « à l'exception d'un seul propriétaire, tous les autres, y compris les municipalités intéressées, se sont prononcés contre le projet de classement ». La commission décide toutefois de maintenir sa demande et souhaite que « le classement de cette zone (soit) proposé et énergiquement poursuivi afin de la protéger contre toute atteinte »⁷¹.
- 128 A la fin de la procédure, elle n'obtient que son inscription sur la « liste des sites dont la conservation présente un intérêt général », prononcée par arrêté du ministre de l'Education nationale du 25 août 1937. Car cette inscription, moins contraignante que le classement, n'exige pas le consentement des propriétaires.
- 129 Dix ans se sont pourtant écoulés pour en arriver à cette protection minimale. Et encore, « certaines parcelles appartenant à des particuliers ne sont pas comprises dans le classement ». L'inspecteur principal des Eaux et Forêt Toussaint n'a pas de peine à « démontrer le danger de voir se multiplier sur ces parcelles, des constructions qui enlaidiraient ce beau site, d'autant plus que l'Administration se trouve désarmée vis-à-vis de ces propriétaires dont les parcelles ne tombent pas sous la mesure de classement⁷² ».
- 130 En fin de compte, des correctifs sont apportés à l'arrêté d'inscription fin 1937-début 1938⁷³, qui permettent une protection d'ensemble.

Une commission souvent mise devant le fait accompli par les constructeurs

- 131 Mais, de nombreuses constructions sont commencées sans autorisation et achevées avant que les administrations et la commission aient eu le temps de réagir.
- 132 Un nommé Ernest Sitter établit sans aucune autorisation une baraque devant servir de pied-à-terre à sa famille sur les pâturages du Markstein, territoire de la commune de Ranspach. La baraque en question se trouve en outre à distance prohibée des forêts communales de Felling, de Ranspach et de la forêt domaniale de Guebwiller. La municipalité de Ranspach, qui avait refusé à deux reprises la concession demandée, le service des Eaux et Forêts et la commission des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin se trouvent donc « devant un fait accompli ».
- 133 Sur mise en demeure de l'inspecteur des Eaux et Forêts, Sitter effectue une demande de régularisation auprès de l'administration des Eaux et Forêts. Dans un but de conciliation, la commune de Ranspach accorde alors l'autorisation demandée.
- 134 Toutefois,
- « la baraque en question est franchement inesthétique, placée tout à fait en vue dans une région fréquentée par de nombreux touristes, elle est d'un très fâcheux effet et sa vue provoquera vraisemblablement des protestations de la part des promeneurs (...) C'est la baraque dans toute l'acceptation du mot, qui n'ajoute rien au paysage, au contraire, et qui n'a aucune utilité d'ordre général ».
- 135 De plus,
- « c'est la première qui soit construite dans la région dans ces conditions. Jusqu'ici, seules les sociétés touristiques et sportives ont construit des refuges en montagne. Monsieur Sitter vient de montrer qu'un particulier avec un peu d'audace et quelques milliers de francs, peut également s'y constituer un pied-à-terre permanent. Il y a là un fâcheux précédent, auquel il faut mettre ordre, sinon des imitateurs, qui seraient certainement nombreux, auraient bientôt fait de transformer les sommets des Vosges en villages nègres ».
- 136 Cependant, le service des Eaux et Forêts ne peut refuser la concession en question sur la base des prescriptions de l'article 152 du code forestier, étant donné le but purement touristique de la construction.
- 137 La commission décide alors d'émettre un avis défavorable à l'autorisation demandée et se prononce pour l'enlèvement de cette baraque.
- 138 Zundel ne comprend pas pourquoi les gardes forestiers n'ont pas dressé de procès-verbal à ce sujet⁷⁴ « mais la baraque Sitter a été montée en une demi-journée de sorte qu'il était impossible aux gardes d'empêcher la construction⁷⁵ ».
- 139 Un cas de même nature se reproduit au Markstein en 1938 : un propriétaire construit un chalet avant d'avoir obtenu l'autorisation réglementaire. La commission se trouve à nouveau devant le fait accompli et ne peut qu'en prendre acte et dénoncer vivement cette façon d'agir⁷⁶.
- 140 Enfin, lors d'une visite dans la région de la *Scauffenmatt*, L.-G. Werner a pu constater que le Club Vosgien de Wintzenheim a érigé sans autorisation un chalet dont la toiture ne répond nullement aux conditions exigées. La commission demande alors au préfet d'inviter le Club Vosgien de Wintzenheim à recouvrir le chalet d'une toiture convenable.

- 141 La multiplication de ces constructions édifiées sans l'autorisation réglementaire préalable de la commission des Monuments naturels et des Sites incite le préfet du Haut-Rhin à adresser aux sous-préfets du département une circulaire leur demandant d'inviter les municipalités à veiller à ce qu'aucune construction ne soit érigée sans autorisation :
- « Les communes de montagne ont tout intérêt à ne pas voir enlaidir par des constructions disgracieuses ou de teintes criardes, les jolis sites qui sont de plus en plus fréquentés par les touristes et auxquels les populations locales sont de leur côté, profondément attachées. Les municipalités comprendront aisément qu'il est de leur devoir et de leur intérêt de prêter leur concours au but poursuivi par la commission départementale, dans la lutte que celle-ci entreprend contre l'enlaidissement des Hautes-Vosges d'Alsace ».
- 142 Désormais, les municipalités doivent saisir les sous-préfectures de toute demande tendant à l'acquisition ou la location de terrains sur leur territoire « situés à des endroits présentant un caractère pittoresque ou un intérêt touristique », de manière à ce que la commission des Monuments naturels et des Sites puisse se prononcer avant que le conseil municipal ne délibère à ce sujet⁷⁷.
- 143 Deux mois plus tard, L.-G. Werner fait observer le peu d'efficacité de cette circulaire : une chapelle ne cadrant pas avec le site a été construite sans autorisation dans la région du Vieil Armand entre le Freundstein et le Silberloch. Par conséquent, la commission ne peut qu'inviter à nouveau les sous-préfets « à ne tolérer à ce qu'aucune construction ne soit érigée sans autorisation »⁷⁸.

Les arguments économiques et sociaux des propriétaires

- 144 Bien souvent, la commission est obligée de céder devant des arguments économiques ou sociaux.
- 145 Les municipalités se montrent souvent favorables aux nouvelles concessions de terrains, qui peuvent leur rapporter des loyers non négligeables, alors que la France est frappée par la crise économique des années 1930. Ainsi, le maire de Ranspach prend la défense d'Ernest Sitter, qui avait édifié une baraque sans autorisation au Markstein, et invoque le fait qu'il « verse annuellement à la commune un loyer de 150 francs pas à négliger dans l'époque difficile actuelle (sic)⁷⁹ ».
- 146 D'ailleurs, la commune de Ranspach souhaite encourager la construction de chalets au Markstein afin de favoriser le tourisme, et a établi à cette fin un modèle de contrat de location de terrain pour la construction de chalets-refuges au Markstein.
- 147 Ce contrat prévoit que les constructions se font « dans un but sportif ou d'agrément » et à l'exclusion de toute activité commerciale et professionnelle. Le contrat est valable pour une durée illimitée, mais peut être dénoncé, notamment « en cas de manquement grave ». À l'expiration du contrat, le propriétaire doit démonter sa construction et remettre le terrain « en l'état primitif ».
- 148 Sur tout, le contrat prend en compte les prescriptions de la commission :
- « Le bâtiment devra être construit dans un style plaisant et s'harmoniser avec le paysage.
Le locataire est responsable de la propreté sur le terrain loué ; il lui est en outre interdit de déposer des débris d'ordures sur tout le terrain de la commune.

Il lui est recommandé d'installer une fosse septique, en tous les cas le contenu des W.C. ne pourra être déversé qu'entre le 1^{er} octobre et le 1^{er} février sur le parcours et encore à des endroits pas fréquentés par les touristes ».

- 149 Enfin, l'ordre et le calme doivent être respectés.
- 150 L'architecte ordinaire des Monuments historiques demande que les plans des constructions soient soumis à l'approbation de la commission des Sites. Sous cette réserve, « la commission ne voit pas d'inconvénient à l'encouragement de la construction de chalets au Markstein, mais elle estime qu'il serait bon d'agir avec prudence afin d'éviter le « village nègre ». En fait, le développement d'une station touristique au Markstein va à l'encontre de la politique menée par la commission depuis sa création...
- 151 De même, un particulier demande l'autorisation de construire un débit de boisson au col de Bramont sur le territoire de la commune de Wildenstein. À cet effet, il soumet à la commission un plan qui « ne convient nullement »,
« mais considérant qu'en cas de refus l'intéressé érigerait sa construction à quelques centaines de mètres plus loin, dans le département des Vosges, la commission décide d'accorder l'autorisation de construire afin de faire bénéficier la commune de Wildenstein de la redevance de 1 500 francs⁸⁰ ».
- 152 La commission doit également céder devant le caractère d'utilité publique de certaines constructions mais aussi devant des arguments sociaux, personnels et familiaux.
- 153 Suite à une autorisation verbale du maire de Breitenbach, la « Société des Brancardiens de Colmar » a érigé une maison-refuge à proximité du lac du Schiessrothried. Le service du Génie Rural, demande alors à ladite société de requérir l'autorisation réglementaire. Or, son « rôle d'utilité publique n'est pas contestable, puisqu'en maintes occasions, ils ont secouru les excursionnistes victimes d'un accident toujours possible dans une région particulièrement fréquentée et dangereuse par endroits ». C'est pourquoi, bien que la commission se soit prononcée en principe contre l'établissement de toute construction au Schiessrothried, « elle ne s'opposera pas au maintien de la construction établie par la Société Samaritaine, vu le but éminemment humanitaire que poursuit cette société et en tenant compte des services qu'elle a déjà rendus »⁸¹.
- 154 De même, les responsables de la colonie de vacances « La Vogesia », également établie au bord du lac du Schiessrothried, demandent l'autorisation d'agrandir leur construction « qui ne cadre aucunement avec l'aspect du site »⁸². Les responsables insistent sur le caractère « philanthropique » de la société dont le but est d'
« offrir tous les ans à une trentaine d'enfants dans l'intérêt de leur santé un séjour de quelques semaines à la montagne dans un site pittoresque et centre d'excursion. Il s'agit d'enfants de familles pauvres qui sans cela seraient dans l'impossibilité de leur payer des vacances ».
- 155 D'autre part, « les moyens financiers dont dispose l'œuvre sont limités » et « si on l'obligeait à partir, l'œuvre qui n'est pas riche, risquerait de périr ». La commission consent donc au maintien provisoire des baraquements en attendant que de nouvelles constructions soient édifiées au Sillacker⁸³.
- 156 Certains particuliers font valoir leur grand âge, des raisons de santé et leur amour de la contrée lorsque la commission tente de les déloger.
- 157 Ernest Sitter, toujours lui, « a essayé par tous les moyens de faire annuler la décision prise par la section permanente au sujet de (sa) construction ». Il invoque notamment

des raisons de santé qui « ne regardent pas la section » et qu'elle rejette en raison d'« une décision très motivée et prise à l'unanimité des voix des membres présents »⁸⁴.

Le chalet Sitter au Marckstein en 1936 : un objet de litige, une base pour la jurisprudence de la Commission des sites !

ADHR Purg. 30306

- 158 Par la suite, Sitter fait amende honorable : il ignorait qu'il fallait demander l'autorisation préalable de la préfecture et s'excuse de « ce manquement aux règlements »⁸⁵. La commission finit par céder, et autorise le maintien de la baraque, sous la réserve formelle que Sitter procède aux modifications demandées par la commission dans un délai de six mois⁸⁶.
- 159 Un autre particulier demandant le renouvellement de sa concession au lac du Schiessrothried prie la commission de :
- « bien être un peu indulgente avec un sexagénaire, grand admirateur des Hautes-Vosges et excursionniste invétéré, et de ne pas le mettre dans cette triste situation d'être obligé de démolir un coin installé avec tant de soin et d'amour auquel il a voué toutes les heures de loisir sans compter les dépenses pécuniaires ».
- 160 Il ajoute :
- « Messieurs, d'après les lois de la nature auxquelles nous sommes tous soumis ce sera sûrement ma dernière demande de renouvellement et j'ose soumettre à la commission la solution de laisser la jouissance aux propriétaires actuels à l'exclusion de toute vente ou transfert.
La mort du propriétaire mettra l'administration aussitôt en possession du terrain et sans aucun recours ».
- 161 La commission se montre conciliante, émet un avis favorable au renouvellement de la concession et accepte la proposition du particulier⁸⁷.
- 162 Mais il arrive aux concessionnaires de se rebiffer. Suite à la décision de la commission en 1937 de refuser le renouvellement des concessions aux alentours du lac du Schiessrothried, les propriétaires des constructions concernées se regroupent en une association et adressent une requête en annulation au ministre des Sports et Loisirs. Ils

font valoir le « montant très considérable qu'a occasionné la construction de ces chalets, dont quelques-uns de date très récente, frais qui en cas d'enlèvement seraient complètement perdus », ainsi que l'origine sociale modeste des enfants qui y séjournent en colonie de vacances et celle des particuliers « se recrutant exclusivement dans le milieu d'employés et d'artisans ».

163 Le texte insiste également sur l'état des constructions :

« Tous les refuges sont bien entretenus et leur voisinage est dans un état de propreté constante ce qui résulte du fait qu'aucune de ces installations n'a été jusqu'à présent l'objet d'un rapport défavorable de l'administration communale ou forestière. D'ailleurs l'aspect de ces constructions – genre Blockhaus – ne peut aucunement porter préjudice à l'ensemble du paysage ».

164 La section permanente s'indigne de ce passage, tous ses membres ayant pu constater « la laideur manifeste et ignoble de ces constructions, ainsi que le manque absolu de propreté et d'hygiène surtout en ce qui concerne les fosses d'aisance ».

165 Enfin, la requête en appelle même à la politique générale du Front populaire en matière de sports et loisirs :

« dans l'intérêt de la nation entière une des préoccupations les plus pressantes du Gouvernement actuel consiste à favoriser et à développer le sport, ainsi qu'à trouver un emploi profitable des loisirs qu'a procuré aux employés et ouvriers l'introduction de la semaine de 40 heures »⁸⁸.

166 Refuser le renouvellement des concessions et empêcher la construction de nouvelles baraques se révèle donc très difficile pour la commission des Monuments naturels et des Sites.

Un concours d'architecture vosgienne (1937)

167 L'organisation de concours d'architecture de maisons-type pour une région entière n'est pas une nouveauté en France en particulier pour les régions dévastées, dont les vallées vosgiennes⁸⁹. Placée devant le problème de la multiplication anarchique des constructions, la commission va s'efforcer de proposer des maisons adaptées au paysage.

168 Elle décide d'organiser un concours d'architecture vosgienne.

169 C'est lors de son déplacement au lac du Schiessrothried le 15 mai 1935 que la section permanente de la commission des Monuments naturels et des Sites

« estime qu'il conviendrait d'organiser avec la collaboration du Club Vosgien et du Club Alpin un concours de maisonnettes pouvant servir de refuges aux touristes. Ces maisonnettes devront être conçues d'après le genre de constructions qui s'adapte le plus à notre contrée »⁹⁰.

170 En effet, refuser les constructions inesthétiques et anti-hygiéniques ne suffit pas : il faut pouvoir procurer des modèles à suivre aux constructeurs selon le style architectural vosgien.

La préparation du concours

171 Dès la séance du 24 mai 1935, Jean-Jacques Waltz - Hansi donne lecture du projet de règlement au concours qu'il a rédigé.

172 Hansi commence par vanter la beauté des Vosges :

« Si les Vosges sont belles du Nord au Sud, si du Ballon d'Alsace au lac de Hanau elles forment une suite ininterrompue de paysages variés et charmants, il est toutefois une région qui emporte tous les suffrages des amis de la montagne par le caractère sauvage du paysage où les lacs, les étangs serts d'immenses rochers de granit reflètent le ciel et déversent leur trop plein en cascades à travers les rocs et la forêt. C'est la région qui englobe la sauvage vallée de la Wormsa, les Spitzkopf, le Hohnneck, le Frankenthal, le Schiessrothried, une région alpine qui naguère encore s'étendait jusqu'aux lacs Noir et Blanc ».

173 Puis il déplore l'enlaidissement de ces derniers lacs :

« Depuis les travaux entrepris pour l'utilisation industrielle des forces motrices de l'eau, ces lacs et toute leur région sont enlaidis à jamais. Est-ce un bien, est-ce un mal ? Nous n'avons pas à en juger, mais les amis de la Nature ont le droit de déplorer la destruction de sites qui furent admirables ».

174 J.-J. Waltz s'inquiète aussi des menaces qui pèsent sur les régions encore préservées :

« Mais il nous reste une région de toute beauté : elle est délimitée par la Vallée de la Wormsa, le massif du Hohnneck et les ravins du Frankenthal. Or la sauvage beauté de cette partie des Vosges, elle aussi, est en grand danger d'être enlaidie à jamais, et là, ce n'est point l'implacable exploitation industrielle qui menace de destruction ce paysage unique, mais c'est l'amour irréflecti, égoïste que lui portent de trop fervents admirateurs.

Il y avait autrefois un site charmant incomparable ; un petit lac au pied d'immenses rochers, le Schiessrothried. Aujourd'hui ce site est enlaidi, encombré de nombreuses constructions les unes plus laides que les autres. À la modeste auberge, qui autrefois suffisait aux touristes sont venus s'ajouter des bâtiments en pierre d'une laideur sans nom, des bicoques, des baraques en bois, en tôle, en carton bitumé et parmi des sapins, des rochers nous voyons surgir de partout l'affreuse lèpre des constructions provisoires. On ne s'étonne pas de les trouver dans la zone misérable des grandes villes, mais ici elles détruisent et enlaidissent un des plus beaux sites des Vosges. Ce sont des habitacles de particuliers, des refuges destinés aux membres de sociétés touristiques ou sportives. Or ces dernières années ces affreuses et provisoires constructions se multiplient, essaiment sur toute la montagne, de nouvelles demandes d'autorisation de construire affluent, après le Schiessrothried le Fischboedlé tente et attire les amateurs de camping abrité et si l'on n'y met un frein nous verrons sous peu la partie la plus curieuse, la plus belle de nos montagnes enlaidie, déshonorée, dépouillée de tout ce qui en faisait le charme. Une fois de plus l'inconscience, l'incompréhension de ses plus fervents admirateurs aura détruit la beauté sereine d'un paysage et le touriste qui ne vient pas dans nos montagnes pour y retrouver un poudieux paysage de banlieue prendra le chemin d'un pays dont on aura mieux su protéger le charme et la beauté ».

175 Enfin, il propose une solution originale :

« Émus de ce danger pressant, le Club Vosgien, le Club Alpin, la Fédération des skieurs et le Touring Club ont d'un commun accord décidé de jeter ce cri d'alarme. Mais ils ont fait mieux : dans le désir de donner à ceux qui veulent construire une série de plans, de projets de constructions s'harmonisant avec le caractère vosgien de la région et inspirées par le style des fermes et métairies des Hautes-Vosges, elles ont organisé un concours⁹¹ ».

176 Les conditions du concours sont établies par l'architecte des Monuments historiques Czarnowsky, membre de la section permanente de la commission des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin.

177 Le concours est ouvert aux architectes de nationalité française (ce qui en exclut Allemands ou Suisses). Il s'agit : « d'un concours d'idées, pour qu'on puisse donner à ceux qui désirent construire des petites maisons, des renseignements, soit comme plan,

soit comme aspect de la construction s'harmonisant avec le caractère vosgien de la région ».

- 178 Les architectes qui participent au concours doivent fournir :
- Les plans du rez-de-chaussée pour deux projets à l'échelle de 2 cm pour un 1 m.
 - Des façades et coupes à la même échelle.
 - Une perspective.
 - Un devis sommaire de chaque projet.
- 179 Ces pièces sont à établir pour chacun des deux projets qui concernent :
- Une maison servant d'habitation privée, comprenant une salle commune servant de cuisine, 2 ou 3 chambres à coucher au maximum et cabinet d'aisance avec fosse annexée à la construction.
 - Un chalet comprenant une cuisine, un réfectoire, 2 dortoirs pour 15 à 20 lits chacun, un petit bureau, cabinet d'aisance avec fosse.
- 180 Chaque projet doit également comprendre une devise.
- 181 Pour ces constructions, tous les matériaux sont autorisés, à l'exception de la tôle et du carton bitumé. Les plans qui ne répondent pas au programme sont automatiquement éliminés.
- 182 Par ailleurs, les organisateurs du concours demandent que les plans « s'inspirent des fermes vosgiennes, en particulier de la contrée du Markstein et du Molkenrain », qui représenteraient le mieux le style architectural vosgien.
- 183 Enfin, il est décidé que « les projets primés ou acquis resteront la propriété de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites et des Sociétés organisant le concours, qui en disposeront comme elles l'entendent »⁹².
- 184 Mais Czarnowsky met en garde la commission qui « entend remettre gratuitement aux intéressés les plans approuvés. À son avis, ce procédé serait une concurrence indirecte aux architectes et donnerait lieu à des réclamations »⁹³.
- 185 En effet, la commission des concours de la Société des Architectes Diplômés par le Gouvernement (SADG) à Paris estime qu'« il ne peut être admis que des projets primés restent la propriété des commissions instituées sans qu'en contre-partie une indemnité soit allouée aux lauréats ». Elle propose en conséquence que les constructeurs paient « une rémunération, qui pourrait être établie d'après le tarif de la Fédération des Sociétés d'Architectes ou tout au moins selon un tarif dégressif à instituer ». Toutefois, le règlement du concours n'est pas modifié, et la SADG boycotte le concours d'architecture vosgienne⁹⁴.
- 186 Et la commission des Monuments naturels et des Sites éprouve des difficultés à récolter des fonds pour récompenser les lauréats du concours.
- 187 Zundel, obtient un crédit de 500 francs du comité de la section du Haut-Rhin du Club Alpin Français à Mulhouse, dont il est président⁹⁵. De son côté, Jean-Jacques Waltz - Hansi intervient auprès du comité central du Touring Club de France à Paris qui vote un crédit de 400 francs⁹⁶. En outre, la commission départementale du conseil général du Haut-Rhin décide d'accorder un crédit de 300 francs sur le budget départemental du Haut-Rhin⁹⁷. Enfin, l'ensemble des sections du Club Vosgien sont sollicitées. Le comité central du Club Vosgien à Strasbourg se dit « très enchanté de l'initiative » du concours et souhaite qu'elle soit étendue au département du Bas-Rhin, mais ne vote aucun crédit⁹⁸. Les différentes sections consultées ne peuvent voter de crédit.

- 188 Seul le Club Vosgien, section de Colmar, dont F. Spitz, membre de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin est le président, vote un modeste prix de 100 francs⁹⁹.
- 189 De même, la fédération des Skieurs des Vosges à Mulhouse, malgré son « grand intérêt » pour le concours ne peut participer en raison de ses « difficultés financières »¹⁰⁰.
- 190 Enfin, la caisse nationale des Monuments historiques et des Sites estime qu'un tel concours « n'entre pas dans le cadre de ses attributions », et le directeur général des Beaux-Arts « ne dispose d'autre part d'aucun crédit budgétaire à cette fin »¹⁰¹.
- 191 L'ensemble des organismes consultés se montrent donc enthousiastes au sujet du concours, mais peu sont dans la capacité d'y participer financièrement.
- 192 Au total, ce sont donc 1 300 francs de prix qui sont réunis par la commission en vue du concours d'architecture vosgienne. Il est décidé de les répartir en un premier prix de 400 francs et un second de 250 francs pour chacun des deux projets¹⁰².
- 193 Là encore, cette somme suscite des protestations.
- 194 L'architecte Jean Gilodi à Thann ayant demandé le programme du concours s'indigne du montant des prix :
- « la modicité presque ridicule des prix offerts m'a interdit d'y prendre part. Il est à se demander si la profession libérale d'architecte doit être ravalée à un rang inférieur à n'importe quel travail manuel. Ayant construit de nombreux chalets dans la région ayant tous un certain cachet, je regrette une fois de plus de ne pouvoir concourir à une émulation qui va à l'encontre, du reste, de nos intérêts professionnels ».
- 195 Gilodi est pourtant le concepteur du chalet de l'inspecteur principal des Eaux et Forêts Toussaint, membre de la commission des Sites¹⁰³ !
- 196 L'architecte du gouvernement, inspecteur des Bâtiments publics à Colmar, Charles Haug, consulté à cette occasion, propose d'allouer un total de 12 000 francs de prix : un premier prix de 3 000 francs et un second de 2 000 francs pour la maison servant d'habitation privée ; un premier prix de 4 000 francs et un second de 3 000 francs pour le chalet pour association touristique. On est donc loin des 1 300 francs de prix réunis !
- 197 Par conséquent, le concours d'architecture vosgienne organisé par la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin souffre d'un certain manque de crédibilité auprès des architectes de renom.
- 198 Certes, le concours a été annoncé dans la presse locale et dans des revues, tel le *Bulletin mensuel du Touring Club de France*, ou encore dans des revues spécialisées dans le bâtiment telles *L'entreprise et la réforme du bâtiment réunies* ou *Le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment*, mais tous ces avis sont très laconiques.
- 199 Une trentaine d'architectes et associations d'architectes demandent à recevoir le règlement du concours. Parmi eux, des architectes de renom tel Théo Berst à Strasbourg, Grand Prix d'Architecture et Grand Prix du Mobilier à l'Exposition Internationale de Paris en 1925, ancien président du Club Vosgien qu'il a refondé en 1919, ou encore Edmond Picard, Diplôme d'Honneur à l'Exposition Internationale de Barcelone en 1929, Grand Prix à Liège en 1930, Grand Prix Médaille d'Or à Londres en 1932 et lauréat du Concours Artisanal à Paris en 1937¹⁰⁴. Toutefois, seuls dix projets

d'habitations privées et neuf projets de chalets pour clubs touristiques sont finalement présentés au jury¹⁰⁵.

- 200 Comme l'avait prévu la Société des Architectes Diplômés par le Gouvernement, les architectes qui concourent ne semblent pas jouir d'une grande notoriété.
- 201 Parmi eux, Raymond Delporte, architecte à Bonneuil-sur-Marne dans la Seine est dans l'obligation de s'inscrire au chômage dans les mois qui suivent le concours, « par suite du marasme dans les affaires » ; il demande une attestation de sa participation au concours¹⁰⁶.
- 202 Cependant, certains participants n'en semblent pas moins fortement motivés comme l'architecte Maurice Berry établi à Paris, mais originaire d'Alsace par sa mère : « je m'intéresse beaucoup aux Vosges dont je suis un fervent admirateur et dont j'aime beaucoup à parcourir à skis les chaumes et les forêts entre le lac Blanc, la Schlucht et le Hohneck »¹⁰⁷.
- 203 Pour lui comme pour Johner :
- « la modicité des primes n'était pas pour nous le véritable attrait du concours, mais celui d'être recommandé aux intéressés éventuels, comme susceptibles de leur apporter notre concours d'architectes avec une garantie d'esthétique reconnue »¹⁰⁸.
- 204 Pourtant, Marcel Johner remet en cause le sérieux de l'organisation du concours : les délais entre le dépôt des projets et la tenue du concours, entre cette dernière et le début de l'exposition des projets, ainsi qu'entre la proclamation des lauréats et le paiement de leurs prix sont beaucoup plus longs qu'à l'accoutumée¹⁰⁹.

La tenue du concours le 27 octobre 1937

- 205 Les projets doivent être déposés au plus tard le 1^{er} octobre 1937 et le concours se tient finalement le 27 octobre 1937.
- 206 Le jury, désigné par la commission départementale des Monuments naturels et des Sites, est présidé par L.-G. Werner. Il est composé des membres de la section permanente, mais seuls Waltz, Zundel et Czarnowsky sont présents le jour du concours. Des architectes font partie du jury : Walter, directeur des Travaux municipaux de la ville de Colmar et architecte ordinaire des Monuments historiques pour les édifices classés de Colmar, Charles Haug, architecte du gouvernement, chef de l'inspection des Bâtiments publics à Colmar, Muller, architecte départemental et Spittler, architecte. Enfin, Spitz, président du Club Vosgien, section de Colmar et membre de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites est également convié à participer aux délibérations¹¹⁰.
- 207 Il est décidé que les projets doivent être soumis à une sélection éliminatoire à trois tours.
- 208 Le jury examine en premier lieu les projets d'habitations privées. Quatre projets sont éliminés au premier tour. Quatre autres le sont au second tour, dont deux en raison de la mauvaise disposition du cabinet d'aisance : l'un à l'extérieur du chalet et du côté opposé à la porte, rendant son accès difficile surtout en hiver, et le second, au contraire, au centre de la maison. Un troisième projet est éliminé en raison de son aspect extérieur qui « laisse à désirer », et enfin, un dernier projet en raison d'une « salle commune trop petite et disproportionnée par rapport au reste du plan, les

fenêtres trop grandes ». Dans ce dernier cas, « le caractère de maison destinée à la haute montagne n'est pas suffisamment respecté ».

- 209 Au troisième tour, le jury attribue le premier prix à Etienne Mantz, architecte DPLG à Mulhouse, pour son projet « Triple Triangle », dont « le plan aussi bien que l'aspect extérieur répondent entièrement au programme et le projet présente à tous les points de vue une très bonne solution du problème ».
- 210 Le deuxième prix est décerné au projet « Proportions » de Marcel Johner, architecte à Metz-Queuleu en Moselle car « c'est un chalet d'un aspect agréable, un plan bien disposé le cabinet d'aisance bien aéré ». Toutefois, « l'ouverture d'une lucarne dans le toit est à critiquer ».
- 211 Le jury passe ensuite à l'examen des projets de chalets pour clubs touristiques. Au premier tour, quatre projets sont éliminés. Au second tour, le jury élimine le projet intitulé « Vogésia » en raison de son « manque de caractère ». Au troisième et dernier tour, le jury élimine le projet appelé « Chaume » du fait de son orientation : « le dortoir est mal orienté et la saillie déplaisante », et enfin, le projet portant la devise « Equipement de ski » « à cause du mauvais emplacement du cabinet (d'aisance) placé à l'entrée et sous l'auvent » et parce que « le caractère de chalet de montagne n'est pas observé ».
- 212 Le jury accorde le premier prix au projet à la devise « Sapin », dû à Maurice Berry, architecte DPLG à Paris, « bien que les dimensions dépassent celles prévues par le programme », tandis que le deuxième prix est attribué au projet dénommé « Triple Triangle » d'Etienne Mantz, déjà récompensé pour son projet d'habitation privée¹¹¹.
- 213 Comme Kuntz l'avait proposé, les différents projets, primés ou non, sont exposés à la Chambre de Commerce de Colmar du 1^{er} au 31 décembre 1937.
- 214 Waltz - Hansi se plaint devant la commission qu'« aucun article accompagné de clichés des projets primés n'ait paru dans la presse locale » au sujet de l'exposition. La commission invite les sociétés donatrices à publier des clichés dans leurs bulletins ou revues et encourage la presse à visiter l'exposition¹¹². Toutefois, il ne semble pas que la commission ait obtenu satisfaction¹¹³. Hansi a au moins pu voir plans et illustrations : nos recherches sont demeurées vaines jusqu'à ce jour, et sa frustration est aussi la notre.
- 215 Cependant, le concours d'architecture vosgienne a eu quelques retombées. Une entreprise du Thillot souhaite s'en inspirer¹¹⁴.
- 216 Par ailleurs, Henri Gouyon, architecte-ingénieur à Saint-Étienne, chargé de construire un groupe de trois maisons dans la région du Frankenthal, demande qu'on lui indique quels sont « les types qui sont imposés pour ces constructions » et qu'on lui remette « une brochure ou des vues des différents types de maisons forestières » reçus lors du concours¹¹⁵.
- 217 De plus, la commission invite les pétitionnaires qui ne fournissent pas de projets de constructions convenables à se référer aux modèles retenus lors du concours.
- 218 Ainsi, la commission émet deux avis défavorables successifs aux demandes d'autorisation de construire des chalets-refuge, provenant d'une part d'un particulier au Gaschney et, d'autre part, de la société « Union touristique – Les Amis de la Nature de Kaysersberg » au lieu dit « Krahenwasen » sur le territoire de la commune de

Soultzeren : les deux pétitionnaires sont invités à produire des plans se rapportant aux projets-types adoptés par la commission lors du concours d'architecture vosgienne¹¹⁶.

- 219 Désormais, la commission dispose donc de références sûres, respectant sa doctrine en matière de constructions touristiques, auxquelles elle peut systématiquement renvoyer.

Conclusion

- 220 Etait-il paradoxal que la fréquentation de plus en plus importante de la montagne ait fini par porter atteinte à la beauté des paysages qu'on venait admirer ? Cela était sans doute inévitable. Mais le législateur et l'administration organisent tant bien que mal la protection de ces sites, confiée à une commission chargée d'y veiller. Il ressort de son activité qu'elle a porté son attention prioritairement sur la répression des constructions anarchiques.
- 221 Toutefois, ses pouvoirs demeurent limités et elle se trouve confrontée à d'importantes difficultés et de nombreuses résistances lorsqu'elle tente d'imposer ses vues aux particuliers, aux entrepreneurs et aux municipalités qui ne manquent pas d'arguments pour la faire céder. Elle a donc tenté de proposer des modèles de bon goût, à adopter par ceux qui voulaient à toute force construire dans la montagne.
- 222 Le concours d'architecture vosgienne de 1937 fait donc figure d'un point d'aboutissement du travail de la commission qui dispose enfin de modèles à présenter aux futurs bâtisseurs.
- 223 Le début de la Seconde Guerre Mondiale met un terme aux travaux de la commission des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin. L'occupant allemand met en place un *Naturschutzamt*. Au lendemain de la guerre, une éphémère inspection régionale des Sites voit le jour et, surtout, une commission des Sites, Perspectives et Paysages renaît en 1946.

NOTES

1. AUDUC (Arlette), « La patrimonialisation et la protection des paysages en France au XX^e siècle », dans *Revue d'Alsace*, 131, 2005, p. 244-249.
2. IGERSEIM (François), *La fabrique des monuments. L'Alsace et ses historiens (1680-1914)*, PUS, Strasbourg 2006.
3. LEFORT (Nicolas), *La conservation des Monuments historiques dans le Haut-Rhin de 1919 à 1939 : continuité et innovations*, mémoire de maîtrise en histoire, 2 vol. dactyl., Strasbourg, 2003, p. 15-23.
4. *Recueil des actes administratifs du Haut-Rhin*, 1923, p. 41.
5. ADHR Purg. 30305. Circulaire du sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts aux préfets, en date du 14 août 1930.
6. *Recueil des actes administratifs du Haut-Rhin*, 1932, p. 153.
7. *Recueil des actes administratifs du Haut-Rhin*, 1937, p. 61-62.

8. ADHR Purg. 30305. PV de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance inaugurale du 8 novembre 1932.
9. *Ibid.*, séance du 7 mai 1937.
10. KEIFLIN (Claude), *L'été 36 en Alsace. Des grandes grèves aux premiers congés payés*, Strasbourg, 1996, p. 110-111.
11. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 9 juin 1933.
12. *Ibid.*, séance du 29 novembre 1933.
13. *Ibid.*, séance du 11 mai 1935.
14. *Ibid.*, séance du 15 mai 1935 au lac du Schiessrothried.
15. *Ibid.*, séance du 8 février 1938.
16. ADHR Purg. 30305. PV de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 24 mai 1938.
17. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 8 novembre 1932.
18. *Ibid.*, séance du 20 décembre 1938.
19. ADHR Purg. 6681. PV de la commission des Sites et Monuments naturels du Haut-Rhin, séance du 2 juin 1927.
20. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 9 juin 1933.
21. BERTHO-LAVENIR (Catherine), *La roue et le stylo. Comment nous sommes devenus touristes*, Paris, 1999, p. 250.
22. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 24 novembre 1936.
23. *Ibid.*, séance du 27 avril 1939.
24. ADHR Purg. 30307.
25. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 22 juin 1939.
26. *Ibid.*, séance du 29 novembre 1933.
27. *Ibid.*, séance du 7 avril 1936.
28. *Ibid.*, séance du 27 octobre 1937.
29. ADHR Purg. 9754.
30. ADHR Purg. 6681. PV de la commission départementale des Sites et Monuments naturels du Haut-Rhin, séance du 2 juin 1927. Voir supra.
31. *Bulletin Officiel d'Alsace et Lorraine*, 1932, p. 258-259. Liste des Sites et Monuments naturels de caractère artistique des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, classés en vertu de la loi du 21 avril 1906.
32. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 20 décembre 1938.
33. *Ibid.*, séance du 9 juin 1933.
34. *Ibid.*, séance du 15 mai 1935 au Schiessrothried.
35. *Ibid.*, séance du 20 décembre 1938.
36. *Ibid.*, séance du 22 juin 1939.
37. ADHR Purg. 30305. Liste des Monuments naturels et des Sites classés et inscrits dans le Haut-Rhin.
38. REGULA (J.), *Le droit applicable en Alsace et en Lorraine (recueil-index des textes législatifs et réglementaires)*, Paris, 1938, p. 194.
39. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 8 février 1938.
40. Voir par exemple, *ibid.*, séance du 27 octobre 1937.

41. ADHR Purg. 6681. PV de la commission départementale des Sites et Monuments naturels, séance du 2 juin 1927.
42. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 15 mai 1935 au Schiessrothried.
43. *Ibid.*, séance du 20 décembre 1935
44. *Ibid.*, séance du 7 avril 1936.
45. *Ibid.*, séance du 9 juin 1933 et du 15 mai 1935 au Schiessrothried.
46. *Ibid.*, séance du 15 mai 1935 au Schiessrothried.
47. *Ibid.*, séance du 24 novembre 1936.
48. ADHR Purg. 30305. PV de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 7 mai 1937.
49. *Ibid.*, séance du 24 mai 1938.
50. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 29 novembre 1933.
51. ADHR Purg. 30305. PV de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 24 mai 1938.
52. ADHR Purg. 6681. PV de la commission départementale des Sites et Monuments naturels, séance du 2 juin 1927.
53. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 20 décembre 1935.
54. ADHR T suppl. 391. Relevé des arbres remarquables situés dans le département du Haut-Rhin, en date du 28 février 1934.
55. ADHR Purg. 6681. PV de la commission départementale des Sites et Monuments naturels, séance du 2 juin 1927.
56. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 24 novembre 1936.
57. *Ibid.*, séance du 27 octobre 1937.
58. *Ibid.*, séance du 7 avril 1936.
59. *Ibid.*, séance du 24 novembre 1936.
60. ADHR Purg. 30305. PV de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, 7 mai 1937.
61. ADHR Purg. 6681. PV de la commission des Sites et Monuments naturels du Haut-Rhin, séance du 2 juin 1927.
62. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites, séance du 27 octobre 1937.
63. ADHR Purg. 30305. PV de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance inaugurale du 8 novembre 1932.
64. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 24 novembre 1936.
65. *Ibid.*, séance du 27 avril 1939.
66. *Ibid.*, séance du 11 mai 1935.
67. ADBR 178 AL 100. PV de la commission départementale des Sites et Monuments naturels du Haut-Rhin, séance du 9 mai 1923 et ADHR Purg. 6681. Séance du 2 juin 1927.
68. *Délibérations du conseil général du Haut-Rhin*, 2, 1936, p. 416. Séance du 19 novembre 1936.
69. ADHR Purg. 6681. PV de la commission départementale des Sites et Monuments naturels du Haut-Rhin, séance du 2 juin 1927.
70. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 9 juin 1933.
71. *Ibid.*, séance du 24 novembre 1936.
72. *Ibid.*, séance du 27 octobre 1937.

73. *Ibid.*, séance du 8 février 1938.
74. *Ibid.*, séance du 20 décembre 1935.
75. *Ibid.*, séance du 7 avril 1936.
76. *Ibid.*, séance du 20 décembre 1938.
77. *Ibid.*, séance du 27 avril 1939.
78. *Ibid.*, séance du 22 juin 1939.
79. ADHR Purg. 30306. Le maire de Ranspach au préfet du Haut-Rhin, en date du 20 février 1936.
80. ADHR Purg. 30305. PV de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 24 mai 1938.
81. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 29 novembre 1933.
82. *Ibid.*, séance du 15 mai 1935 au Schiessrothried.
83. *Ibid.*, séance du 24 mai 1935.
84. *Ibid.*, séance du 7 avril 1936.
85. *Ibid.*, séance du 24 novembre 1936.
86. ADHR Purg. 30305. PV de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 14 décembre 1937.
87. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 8 février 1938.
88. *Ibid.*, séance du 27 octobre 1937.
89. VIGATO (Jean-Claude), « L'architecture régionaliste de 1900 à 1930 », dans *Revue d'Alsace*, 131, 2005, p. 168.
90. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 15 mai 1935 au Schiessrothried.
91. *Ibid.*, séance du 24 mai 1935.
92. ADHR Purg. 30306. Conditions du concours d'architecture concernant la construction d'habitations privées dans les Hautes-Vosges, 7 mai 1937.
93. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 7 avril 1936.
94. ADHR Purg. 30306. Lettre de la Société des Architectes Diplômés par le Gouvernement au préfet du Haut-Rhin, en date du 8 septembre 1937.
95. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 20 décembre 1935.
96. *Ibid.*, séance du 7 avril 1936.
97. ADHR Purg. 30306. Extrait des délibérations de la commission départementale, séance du 5 février 1937.
98. *Ibid.*, Lettre du comité central du Club Vosgien au vice-président de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin Werner, en date du 8 février 1837.
99. ADHR Purg. 30305. PV de la réunion de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 7 mai 1937.
100. ADHR Purg. 30306. Lettre de la Fédération des Skieurs des Vosges au vice-président de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, en date du 6 mai 1937.
101. *Ibid.*, Lettre du directeur général des Beaux-Arts au préfet du Haut-Rhin, en date du 12 juillet 1937.
102. ADHR Purg. 30305. PV de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 7 mai 1937.
103. ADHR Purg. 30306. Lettre de Jean Gilodi au président de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, en date du 25 septembre 1937.

104. *Ibid.*, Envoi du règlement du concours aux architectes en ayant fait la demande.
 105. ADHR Purg. 30305. PV des délibérations du jury du concours d'idée d'architecture vosgienne, 27 octobre 1937.
 106. ADHR Purg. 30306. Lettre de Raymond Delporte au vice-président de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin Werner, en date du 14 janvier 1938.
 107. *Ibid.*, Lettre de Maurice Berry au président de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, en date du 22 novembre 1937.
 108. *Ibid.*, Lettre de Maurice Berry et Marcel Johner au président de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, en date du 8 décembre 1937.
 109. *Ibid.*, Lettre de Marcel Johner au président de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin Werner, en date du 16 décembre 1937.
 110. ADHR Purg. 30305. PV de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 7 mai 1937.
 111. ADHR Purg. 30305. PV des délibérations du jury du concours d'idées d'architecture vosgienne, 27 octobre 1937.
 112. ADHR Purg. 30305. PV de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 14 décembre 1937.
 113. La presse régionale et locale ne fournit pas de clichés des projets et ces derniers ne semblent pas avoir été conservés.
 114. ADHR Purg. 30306. Lettre de Marcel Jacquy au chef de la 4^e division à la préfecture du Haut-Rhin, en date du 2 octobre 1937.
 115. *Ibid.*, Lettre d'Henri Gouyon au président du Syndicat d'Initiative de Colmar, en date du 5 décembre 1938.
 116. ADHR Purg. 30305. PV de la section permanente de la commission départementale des Monuments naturels et des Sites du Haut-Rhin, séance du 22 juin 1939.
-

RÉSUMÉS

Dans l'entre-deux-guerres, les constructions touristiques se multiplient dans les sites les plus pittoresques des Vosges, provoquant des plaintes de la part des amoureux du paysage.

La législation locale avait permis de premières mesures de protection, tandis que la législation française, plus développée, est rapidement introduite en Alsace. Elle prévoit surtout la création d'une commission départementale des Sites, chargée de la protection des paysages.

Son rôle est important, car les beaux sites des Vosges sont de plus en plus menacés par l'intérêt grandissant qu'ils suscitent auprès des touristes et des entrepreneurs, et sont en proie à un véritable « mitage ». La commission dispose de nombreux outils et développe une doctrine bien déterminée en matière de protection. Mais ces mesures ont leurs limites, et la commission connaît de nombreuses difficultés à les faire appliquer. Pour tenter d'harmoniser les constructions auxquelles elle ne peut s'opposer, elle organise un concours d'architecture vosgienne afin d'avoir des modèles de chalets à proposer aux nouveaux constructeurs.

In the period between the two World Wars, more and more buildings meant for tourism sprang up in the most picturesque places of the Vosges, bringing about the protest movements of environmentalists. Basic protection measures were taken according to local legislation, while the

main aim of French legislation – which was more explicit and quickly adopted in Alsace – was the creation of a departmental commission for landscape protection.

It was of great importance as the most beautiful spots in the Vosges were under the growing threat of both tourists and builders, and risked being literally «eaten away». The commission had many instruments at its disposal and developed an unambiguous doctrine in terms of protection. But these measures being limited, the commission found it very difficult to enforce them. Attempting to find an architectural unity for the buildings it could not ban, it organized a competition so as to offer new builders acceptable models for chalets.

In der Zwischenkriegszeit errichtet die Touristikindustrie in den schönsten Gebieten der Vogesen eine Reihe von Anlagen, was für die Naturfreunde Anlaß ist, Klagen einzureichen.

Wenn auch im Elsaß nach den lokalen Gesetzen erste Maßnahmen zum Schutz der Natur möglich sind, werden die entsprechenden weiter gehenden französischen Gesetze rasch übernommen. Ihre wichtigste Besonderheit: die Schaffung – auf der Ebene des Départements – einer Kommission der Landschaften, deren Aufgabe es ist, diese zu schützen.

Ihr Einfluß ist von großer Bedeutung. Denn die schönen Lagen der Vogesen interessieren immer mehr Touristen und Unternehmer, werden Beute einer wahrhaften Zersiedelung und sind somit zunehmend bedroht. Der Ausschuß verfügt über zahlreiche Möglichkeiten einzugreifen und erarbeitet auf dem Gebiet des Landschaftsschutzes strenge und eindeutig formulierte Richtlinien. Aber diese Maßnahmen stoßen an Grenzen und eine ganze Reihe von Schwierigkeiten hindert die Kommission einzugreifen. Und so versucht sie, den Gebäuden, die er nicht verhindern kann, ein einheitliches Aussehen zu geben. Architekten aus den Vogesen sollen in einem Wettbewerb typische Chalets entwickeln, die den Bauherren vorgeschlagen werden können.

AUTEUR

NICOLAS LEFORT

Professeur de lycée, Strasbourg